



## L'Édito

La crise Covid-19 a montré la pernicieuse illusion d'une mondialisation sans limites qui nous a fait abandonner nos facultés d'anticipation et tout simplement, d'une stratégie élémentaire pour assurer un minimum de sécurité aux citoyens.

Il a fallu les tickets de rationnement de la guerre et la construction du mur de Berlin pour que les pays européens mettent en place une politique agricole commune qui assure la sécurité alimentaire de l'Europe. Il a fallu la Covid pour constater que nos pays, technologiquement avancés, manquent de masques en tissu, de tests ou de respirateurs. Rien à voir avec un manque de disques durs ou de réfrigérateurs. Il s'agit d'un besoin « vital ». Rêver aux délices de la 5G quand on est incapable de faire des tests en moins d'une semaine semble surréaliste !

Pas étonnant que santé et alimentation suscitent autant de débats. Chacun a son avis pour en appeler à une « vraie » politique qu'on est bien en peine de définir sans provoquer de mécontentements, tant les acteurs et les intérêts en présence sont divergents. Une chose est sûre, aucun Etat ne peut se désintéresser de satisfaire les besoins dans ces domaines. De fait, on assiste souvent à un mélange plus ou moins important entre économie publique et économie privée pour faire baisser le coût et faciliter l'accès au plus grand nombre. De nombreux agriculteurs et médecins dans le monde sont rémunérés en partie par des subventions ou des transferts sociaux. Cela n'a pas que des avantages car les Etats font pression sur leurs revenus. Des consultations à 25 € et des retraites agricoles à moins de 1000 € en sont la conséquence en France.

Mais cet aspect vital suscite aussi des convoitises dans certaines entreprises qui ont réussi à constituer des monopoles à l'échelle du monde. C'est le cas pour la pharmacie, les semences, l'agrochimie et les GMS. Certaines d'entre elles parviennent même à intervenir à la fois dans l'alimentation et la santé.

Le réchauffement climatique et la mondialisation des échanges risquent de multiplier les crises de nature à diminuer notre sécurité vitale si nous n'y prenons pas garde. Nos Etats ont été capables de réagir dans le passé. Rien n'empêcherait de relever ces nouveaux défis. Le rôle de l'alimentation pour notre santé est de plus en plus reconnu. On peut rêver d'un monde dans lequel les politiques de la santé et de l'alimentation ne convergeraient pas seulement vers la diminution des revenus des acteurs de terrain et la maximisation des profits des entreprises en situation de monopole.